

## REPENSER LA POLICE ET LES CONTRÔLES PAR RAPPORT À FOUCAULT

Je connais l'oeuvre de Foucault en tant que simple sociologue qui depuis longtemps essaye d'utiliser quelques-unes de ses suggestions tout d'abord du point de vue de la perspective d'interprétation et de l'analyse critique dans le cadre de plusieurs recherches empiriques. Je me suis approché de cette oeuvre dès que j'ai commencé à étudier le pouvoir et ses discours, les dispositifs, les pratiques et leurs conséquences sur la vie associée des êtres humains. C'est ainsi que je suis arrivé à chercher des correspondances entre quelques aspects du travail de Foucault, de Max Weber, de Garfinkel, de Goffman et de Howard Becker.

Le premier point de ma critique aux interprétations courantes de Foucault concerne *Surveiller et punir* souvent perçu selon une lecture unilatérale ou absolutiste qui lui attribue la formulation d'une théorie du pouvoir rationnel, parfait — un pouvoir qui pense à tout, qui prévoit tout, qui programme tout, bref le *panopticon* qui pratiquerait aussi la biopolitique comme capacité de domination totale de tout et de tous. Mutatis mutandis, c'est la même erreur qu'a été faite dans la lecture de Weber comme théoricien de la rationalité alors que c'est lui qui met en évidence les limites des capacités rationnelles des êtres humains et la coexistence de rationnel et arationnel (ou irrationnel). Je pense que c'est là la fausse interprétation ou la vision dogmatique des universaux voir la non-compréhension de ce que est le type idéal ou l'idéaltype (conçu en majuscules par les tenants de la vision dogmatique), justement critiquée — à sa façon — par Veyne<sup>2</sup>. Il est vrai que cette fausse interprétation est aujourd'hui plutôt rare alors qu'elle était assez courante dans les années 1960 et 70 (voir Valverde). Cependant me semble-t-il que ses traces restent encore assez répandues, surtout chez ceux qui continuent à ignorer les jeux des interactions entre pouvoirs et subordonnés ou entre «Etat» et société. A ce propos, il me semble assez important comprendre avec Foucault que l'Etat (tout comme

le dominant ou le souverain) «n'existe pas» comme entité absolue placé en haut et qui contrôle, pénètre, éduque, discipline la société à travers ses institutions (dont en particulier l'administration de la justice, les polices, les prisons, l'école, la santé, etc.). Au contraire il convient penser l'Etat comme l'organisation politique de la société à travers les jeux de plusieurs institutions qui peuvent coopérer, être en concurrence ou en compétition ou même en antagonisme entre elles. Mais, même les institutions publiques ou réglementées par les normes codifiées (famille, école, santé, transports, justice, police, prisons, etc) et non seulement celles privées (les entreprises ou même les mafias) sont toujours plasmées voir forgées ou continuellement susceptibles d'ajustements par l'effet des interactions entre les sujets qui les incarnent et les membres de chaque segment social. Il est vrai que certaines institutions ou partie de celles-ci peuvent apparaître très «autonomes» ou pas du tout conditionnées par ces jeux des interactions avec le «bas» (par exemple les sommets des ministères ou de l'administration de la justice), mais la société ne peut pas fonctionner, c'est-à-dire ne peut pas être gouvernée (tant bien que mal) sans les expérimentations et ajustements continuels que sont contraints à pratiquer les membres de chaque institution sur la base de leurs échanges (pacifiques ou conflictuels) et les médiations avec les sujets sociaux qui comptent davantage dans chaque segment de la société. Bien évidemment ces derniers sont toujours les acteurs les plus forts et les cercles sociaux autour d'eux ou leurs clientèles ce qui fait que dans les pays dits démocratiques sont plus nombreux. Ainsi, comme on a pu le constater à travers certaines recherches, même les juges, qui théoriquement devraient être les moins influencés par les interactions avec la population locale, sont assez subalternes aux jeux des interactions circulaires avec politiciens, entrepreneurs moraux, policiers, médias, leaders d'opinion, représentants de catégories professionnelles et d'associations les plus diverses, bref avec tous les sujets sociaux qui ont conquis une certaine capacité de parler et d'être écoutés dans l'espace public.

Encore plus évident est le cas de la police que quelques auteurs anglo-saxons proposent de considérer comme *street level bureaucracy*<sup>2</sup>. Or, même si cette expression semble s'éloigner de l'idée de «bras armée de l'Etat» qui renvoi à celle (autant rigide sinon dogmatique) de «monopole légitime de la violence», elle conduit encore à la thèse d'une articulation de l'Etat qui pénètre la société. Ceci conduit à penser que la police est synonyme de l'ordre correspondant à l'Etat de droit (soit-il réactionnaire ou démocratique) car elle serait chargé de surveiller et punir selon les normes que formellement *tout le monde* doit respecter. Or, cette idée de police n'a jamais eu de correspondance effective dans la réalité concrète. Cette idée

descend, me semble-t-il, du paradigme traditionnel des sciences humaines qui depuis Platon et Aristote jusqu'à Durkheim et aux contemporains considère que l'histoire de la société n'est qu'une continue séquence de passages de l'ordre au désordre pour revenir à l'ordre. Selon ce schéma le contraire de l'ordre ne serait qu'un état temporaire, presque éphémère car l'ordre serait toujours destiné à prévaloir grâce à la volonté, à la force et aux capacités des acteurs dominants, notamment la police et l'administration de la justice et si nécessaire l'armée.

Contrairement à cette vision linéaire et mécaniciste, dès qu'on analyse attentivement l'histoire des sociétés on constate qu'il y a toujours eu coexistence de désordre et d'ordre, de guerre et de paix, de conflits et médiations. Alors, dès qu'on comprend cette évidence on peut bien constater que la survie de la société dépend des acteurs ou institutions sociales qui cherchent à gouverner cette continue coexistence des deux tendances. Plus précisément il ne s'agit que de tentatives répétées de gouverner «tant bien que mal» à travers des expérimentations au coup par coup, souvent avec davantage d'échecs que de réussites surtout quand ces expérimentations ne sont pas réalisées avec le maximum d'effort de s'adapter à toute sorte de situation sans préjugés, avec beaucoup d'humilité. Ceci n'est que l'art de gouverner le désordre que la société n'arrête pas de reproduire soit parce que les êtres humains sont tous différents et tous marqués à la fois par l'irrationnel et le rationnel et surtout parce que ils sont toujours inévitablement en conflit à cause de la distribution inégale de pouvoir et de richesse. Dans la réalité effective, le gouvernement de la société n'est pas celui élu par le parlement et qui prétend administrer avec ses différents ministères auxquels sont attachés les diverses institutions (école, santé, transports, police, justice, etc.). Mais c'est plutôt celui qui se configure par le jeu des institutions sociales qui dans chaque segment de la société arrivent à gouverner effectivement le désordre. Ainsi dans certains cas c'est la police ainsi que d'autres institutions et parfois ça peut être aussi la criminalité organisée. Or, la capacité d'une institution sociale de participer au gouvernement concret de la société dépend non pas d'une investiture d'en haut ou de sa seule force physique, mais tout d'abord et toujours de sa capacité d'être reconnue du moins par une bonne partie de la société que gouverne. Autrement dit, on ne gouverne pas sans consensus ou bien on est destiné à durer pas longtemps et à déboucher dans la guerre civile. Car, comme le suggère Foucault, le pouvoir n'est pas uniquement surveiller et punir, mais, surtout, il est aussi paternaliste ou «pastoral», il s'occupe (à sa façon) du peuple, il peut même prétendre de donner la félicité (comme arrivaient à théoriser les tenants de la doctrine de la police von

Justi, Turquet de la Mayenne, Delamare). Or, c'est précisément grâce à Foucault (et aussi à Garfinkel, Goffman et H. Becker) que l'on peut mieux comprendre qu'en particulier pour la police ce consensus se traduit dans une sorte de «plébiscite de tous les jours» et même de tous les moments et situations du quotidien. C'est ainsi que s'impose, donc, la nécessité d'être reconnue du moins par une bonne partie de la population comme l'institution sociale qui gouverne au mieux le désordre permanent -que la société produit et reproduit- non pas par une simple traduction ou une simple adaptation des normes codifiées, mais par une expérimentation cas par cas. Sans cet arrangement on ne peut qu'aboutir au conflit ouvert. Dans cette pratique, la police continue toujours à faire référence à la théorie classique de son institution (encore que la quasi totalité de son personnel n'a jamais entendu parler de Guillaudé, Delamare, von Justi, Turquet de la Mayenne et des auteurs contemporains experts de police) dans le sens de ce que les agents apprennent le «métier» de flic tout d'abord et surtout ou uniquement «sur le tas»; elle continue à être assujettie aux inputs venant d'en haut (gouvernement, ministère, hiérarchie); mais elle est assujettie tout d'abord au plébiscite de tous les jours. Ceci non pas seulement dans les pays dits démocratiques parce les médias sont devenus puissants (avec les sondages, la perception de l'insécurité, les enquêtes de victimisation, etc.) et non seulement parce que la politique de la peur, voire l'exaspération de l'insécurité et la «frénésie sécuritaire» constituent des pressions très puissantes sur elle. Le «plébiscite de tous les jours» consiste dans la possibilité de pouvoir rester dans la rue, à l'intérieur des multiples relations sociales en tant qu'institution sociale reconnue par les sujets sociaux qui comptent, comme la principale titulaire de la gestion du désordre. Ceci veut dire que nécessairement les membres de la police sont contraints à fermer les yeux, à laisser courir, à bafouer les normes, à tolérer ou même à pratiquer des délits pour surveiller et punir ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas respecter les règles de la gestion du désordre, voire les maudits, les indésirables, les condamnés par la majorité des inclus. C'est alors dans ce sens-là qu'à mon avis, il faut comprendre la petite phrase de Foucault jugée exagérée par certains auteurs: «la police est un coup d'Etat permanent» (comme le rappelle Valverde). En effet, c'est une sorte de continuelle redéfinition de l'Etat car il s'agit de la gestion du désordre permanent indispensable à l'organisation politique de la société. On n'est donc pas en face d'une institution du haut (l'Etat) qui descend sur le bas (la société) mais en face d'une institution qui se situe au sein de la société et qui est assujettie à inventer tout le temps la médiation entre le haut de l'organisation politique de la société et celle-ci.

Cela dit, il est maintenant assez intéressant essayer de comprendre comment adapter cette perspective interprétative et d'analyse ici sommairement résumée à la situation actuelle. Avant de proposer quelques pistes, il faut d'abord une petite réflexion critique sur ce qui a été vulgarisé comme une sorte de théorie du «panopticon postmoderne».

## LA PROLIFÉRATION DES PANOPTICONS

Dans son célèbre écrit sur les sociétés de contrôles Deleuze<sup>3</sup> propose des intuitions très importantes sur le devenir du contrôle social et se pose la question de mettre à jour le travail de Foucault. Rappelons que ce court écrit de Deleuze est devenu une sorte de *faitiche*<sup>4</sup> pour nombre de jeunes et moins jeunes chercheurs tenants du mythe du «panopticon postmoderne» qui, me semble-t-il, fait le pendant avec le mythe de la «pensée unique», de l'«empire» et des «multitudes». En effet, plutôt que travailler les bonnes intuitions de Deleuze à propos du développement des contrôles «postmodernes» c'est la partie un peu discutable des propos de ce grand ami de Foucault qui est prise comme thèse sacrée. Dans cet écrit (qui n'était qu'un article paru sur *L'autre Journal*, un mensuel grand public de 1990), Deleuze rappelle le travail de Foucault selon un vison malheureusement plutôt linéaire et schématique de l'histoire du pouvoir :

Foucault a situé les sociétés disciplinaires aux XVIIIe et XIX siècles ; elles atteignent à leur apogée au début du XXe. ...

Mais ce que Foucault savait aussi, c'était la brièveté de ce modèle [un mot tout à fait discutable dirais-je!] : il succédait à des sociétés de souveraineté ...

... les disciplines à leur tour connaîtraient une crise, au profit des nouvelles forces qui se mettraient en place, et qui se précipiteraient après la deuxième guerre mondiale : les sociétés disciplinaires, c'était déjà ce que nous n'étions plus, ce que nous cessions d'être.

Ce sont les sociétés de contrôle qui sont en train de remplacer les sociétés disciplinaires.

Et voilà comment il décrivait les contrôles :

Le langage commun de tous ces milieux (d'enfermement) existe, mais est analogique. Tandis que les différents contrôles ... (ont) un langage numérique ... Les enfermements sont des moules, des

moulages distincts, mais les contrôles sont une modulation, comme un moulage auto déformant qui changerait continûment, d'un instant à l'autre, ou comme un tamis [un mot malheureux, dirais-je, qui conduit à croire au «panopticon postmoderne» !!!] dont les mailles changeraient d'un point à un autre.

Deleuze continue avec des exemples très concrets qui correspondent exactement à ce que se passe aujourd'hui, même si les développements des nouvelles technologies sont déjà allés plus loin, mais ne sont pas encore assez appliqués à large échelle comme contrôle social généralisé.

Comme le montrent bien quelques auteurs<sup>5</sup>, il est faux de penser qu'il existe un seul «grand frère», voir un seul *panopticon* (ou un seul Léviathan ... ou empire ?). Au contraire, il est vrai qu'il peut exister plusieurs «grands frères» correspondant à différents segments de l'organisation politique de la société. Et il est aussi vrai que l'abnorme déploiement des contrôles «postmodernes» peut conduire à l'implosion voir à sa propre vanification ou à permettre des nouvelles formes de résistance ou d'opposition.

Alors, on pourrait dire (et là je rejoins Harcourt) que le contrôle, la société disciplinaire, la sécurité «n'existent pas» dans le sens que ne doivent pas être considérés comme des universaux (ce qui par ailleurs n'est pas conseillé pour aucun objet de recherche ...). S'il y a et il y aura toujours des auteurs que sont amenés à le penser c'est probablement parce que les universaux sont plus rassurants que le scepticisme ou l'agnosticisme, voire la simple idée que toute interprétation est subjective (ce qui me semble-t-il nous suggèrent à la fois Foucault, Weber et les ethnographes auparavant cités).

Ceci n'empêche que la compréhension des changements dans les pouvoirs (au pluriel !), dans les contrôles, dans leurs conséquences implique un grand effort si on veut toujours gardé la référence à Foucault. En particulier, je pense qu'il faut reprendre correctement l'idée non pas de ce qui est devenu le mythe de la «théorie de la biopolitique» (malheur des grands auteurs : après leurs mort leurs disciples prolifèrent) mais plutôt de l'intériorisation par les dominés du *discours* du pouvoir d'aujourd'hui. Bien évidemment il faut prendre les distances des psychologues et psychanalystes qui cherchent à plier Foucault à leur façon considérant la biopolitique et donc l'intériorisation des discours et des pratiques du pouvoir comme un processus individualisé ce qui par ailleurs correspond à leur confusion entre «self sociologique » et «self psychologique» à propos des auteurs de l'école de Chicago. Cela dit, il me semble qu'il faut tout simplement répartir du travail de Foucault visant à analyser la théorie et les discours du pouvoir mais

aussi ses pratiques et leurs conséquences. Son but a toujours été celui d'étudier le pouvoir ; comme suggèrent Dal Lago et Ciccarelli (dans une récente critique de *Le gouvernement de soi et des autres*), son travail c'est la *parresia*, le parler franc, dire la vérité sur le pouvoir, bref décrire la pensée du pouvoir et donc de la domination. C'est alors pour cela qu'on peut faire référence à Foucault pour comprendre la théorie et les pratiques du pouvoir d'aujourd'hui.

## PENSER AVEC FOUCAULT LA RÉVOLUTION NÉO-CONSERVATRICE

Il est tout à fait évident que nous sommes dans une période de transformation profonde (toujours entre continuités, adaptations et quelques innovations) de l'assise de l'organisation politique de la société à l'échelle locale, nationale et mondiale. En particulier, l'aspect à mon avis le plus important est que le développement néolibéral qui s'est déclenché dès les années 1970 (ce n'est pas le même néolibéralisme dont parle Foucault à propos de Gary Becker et d'autres) provoque une destruction (ou désorganisation ou déstructuration) qui n'est pas créatrice comme imaginait Schumpeter ainsi que quelques autres libéraux-démocratiques (Keynes, Polanyi, Galbraith, Mills — à distinguer de ceux qu'il faudrait appeler les descendants du Tocqueville qui préconisait le massacre des algériens réfractaires de la colonisation française, voire les tenants des oxymores «postmodernes» tels que la guerre humanitaire ou la justification de la torture<sup>6</sup>). En effet, la tendance dominante dans le développement néolibéral que les néo-conservateurs ont réussi à imposer ne vise pas la création d'un nouvel ordre tel qu'avait été imaginé (mais pas tellement poursuivi) surtout depuis la fin de la deuxième guerre mondiale (les «trente glorieuses» ou le *new deal*). La «révolution néo-conservatrice» qui se déclenche à la fin des années 1970 est la combinaison de trois révolutions : la financière, la technologique et la militaire, toutes misant sur l'asymétrie de pouvoir et de puissance entre dominants et non-dominants et sur la maximisation des profits<sup>7</sup>. Il en résulte l'illusion néo-conservatrice de pouvoir imposer presque tout et à tout prix, sans craindre les jacqueries ou les révolutions populaires car l'érosion de l'action publique de la part des non-dominants apparaît acquise (en dépit des rêves de multitudes antagonistes et de «guerres civiles globales» ou autres aménités tragiques de quelques newglobal). Ainsi les pouvoirs ne poursuivent point la création d'un nouvel ordre stable et pacifique selon la vision jadis souhaitée par les libéraux-démocratiques, mais dans les faits une sorte de domination du désordre permanent par la force et aussi par les contrôles postmodernes et donc par

ce que peut-être on pourrait appeler la biopolitique «postmoderne». Preuve en est qu'il y a érosion ou même démantèlement de l'Etat de droit, des droits acquis par les travailleurs, du welfare, des secteurs publics; la privatisation tend à triompher partout au nom de la poursuite du profit maximal ; on envisage privatiser l'éducation, la santé, les services sociaux et les prisons et aussi la sécurité. Bien sûr cela ne veut pas du tout dire que l'Etat disparaît : les institutions étatiques tendent à avoir le même statut que les privées. C'est une tendance plus ou moins forte selon les pays, les circonstances, avec aussi des reculs. Ainsi, avec l'éclatement de la crise économique depuis 2008, nombre de commentateurs ont cru bon annoncer le grand retour de l'Etat sinon de Marx! En réalité l'Etat d'aujourd'hui n'est devenu qu'un acteur parmi les autres, un acteur qui dans les faits agit selon les logiques de n'importe quel acteur privé, i.e. un acteur qui doit chercher à tout prix le profit et qui n'est pas là pour penser et dépenser à fond perdu, sans bénéfices monétaires pour la prospérité et surtout pour la postérité. La logique de fonctionnement des services publics (santé, transport, école et même police, justice, etc.) est celle du marché et du profit. Ni pour le prince ni pour le peuple, mais pour ceux qui attendent l'augmentation de leurs profits. Parmi les exemples les plus éclatants il suffit songer non seulement à la confusion entre public et privé qui a marqué l'administration Bush ainsi que d'autres gouvernements, mais parfois l'assujettissement du public au privé<sup>8</sup>.

Alors, que deviennent-ils le disciplinement et la biopolitique ? Voilà à mon avis la question cruciale à laquelle on peut essayer de répondre adaptant les suggestions de Foucault (mais aussi de Garfinkel, Goffman et H. Becker) à l'analyse de l'actuelle organisation politique de la société. En particulier, je pense qu'il vaut mieux comprendre comment une partie de la société (ou de chaque segment social), même si parfois minoritaire, mais à l'apparence (médiatisée) indiscutablement majoritaire, a intériorisé le discours du pouvoir néo-conservateur tout comme par le passé pouvait être pratiqué par les juges, les flics, les médecins, les psy, les enseignants, etc. Autrement dit, les citoyens zélés, les inclus participent activement aux cotés des professionnels publics et privés de la gestion de la société (en particulier polices publiques et privées) à la chirurgie sociale qui implique à la fois la punition de ceux qui ne s'adaptent pas, ne correspondent pas au profil requis, ne se plient pas passivement à la subordination à toute sorte de super-exploitation même violente, ou encore qui sont trop usés ou totalement détruits (que l'on songe aux toxicomanes ou clochards jugés absolument «irré récupérables») et — pire- qui osent se révolter contre cet assujettissement. Ce sont en particulier ces derniers à figurer comme



l'excédent humain dont personne est disposé à payer la prise en charge et que l'opinion dominante demande à éliminer à l'instar des poubelles et déchets le plus loin possible de là où on habite<sup>9</sup>.

Le cas de la gestion catastrophique de la gestion des poubelles dans la région de Naples est emblématique (en plus il ne s'agit pas simplement des déchets urbains mais surtout de déchets toxiques ou très dangereux venant de plusieurs pays européens et des industries de l'Italie du Nord et jetés sur les terrains de la région par les mafias — bien payés pour ce travail- avec la complicité de certaines collectivités locales). En effet le territoire et la population qu'y habite sont considérés comme une sorte d'excédent politique, du lest qu'on peut donc criminaliser en bloc (il est aussi assez révélateur que cette région ait le plus haut taux d'arrestations et d'incarcération d'autochtones alors qu'en Italie du Nord cela concerne les immigrés qui depuis les années 1990 ont progressivement remplacé les nationaux)<sup>10</sup>.

Dans cette tendance s'inscrit parfaitement la rupture de l'équilibre plus ou moins recherché entre prévention sociale (publique), prévention de police, répression, pénalité, récupération/re-intégration sociale. L'un des exemples le plus flagrants est celui du remplacement de l'éducateur de rue avec la vidéosurveillance tout comme en général de la prévention sociale avec la soi-disant pro-activité policière, accompagnés par le discours que ceci sert à accroître la prévention, alors qu'il est plus qu'évident qu'il ne produit qu'une augmentation continue de la répression et ensuite de la punition. Et il est évident que ceci ne sert pas à tamponner les peurs, les insécurités mais à assurer la reproduction permanente du court circuit «peurs-insécurités-sécuritarisme» qui quand même produit érosion de l'action politique en faveur du consensus au frame de ce court circuit<sup>11</sup>.

Un autre exemple parmi d'autres : les toxicomanes pauvres retournent à se piquer dans la rue alors que ceux de familles aux revenus moyens sont canalisés vers les centres de traitement privés ; ceci parce que les employés des centres publics sont désormais presque tous avec des statuts précaires (contrats à terme) et souvent travaillent pour les centres privés; il en résulte que les structures publiques s'occupent très mal ou ne s'occupent pas des plus pauvres qui sont rejetés dans la rue.

Voilà donc que les travailleurs sociaux survivent à condition de devenir auxiliaires des polices, les professionnels du disciplinement et de la sécurité tendent à se confondre avec les citoyens zélés voire les inclus dans ce que désormais semble devenir une sorte de chirurgie sociale ou même un nettoyage ethnique permanents à travers la criminalisation raciste (via *racial profiling* etc, cfr. Harcourt).

Alors, me semble-t-il, il faudrait se poser la question de savoir si nous nous sommes pas dans un *frame* où les ennemis ne sont pas des adversaires politiques mais des sortes de nouveaux «dangers biologiques» et si le racisme est une «condition d'acceptabilité de la mise à mort» non pas comme disait Foucault «dans une société de normalisation», mais plutôt dans le *frame* des guerres permanentes alternées à des trêves éphémères (les guerres contre les terroristes, les états canailles, les mafias, les migrations clandestines, les insécurités et les incivilités urbaines)<sup>12</sup>.

On est donc dans le *frame* que J. Simon appelle le gouvernement de la peur ou à travers la criminalité, voire le «crime deal»<sup>13</sup>. Autrement dit le triomphe de la révolution néo-conservatrice nous a conduit au passage du *new deal* à une pratique de gestion de la société qui tend souvent à adopter des modalités violentes, qui cherche à produire profit et qui ne s'intéresse guère à produire stabilité, paix sociale, progrès et développement démocratique. L'exaspération des peurs et des insécurités, les falsifications sur l'escalation de la criminalité et des incivilités devient utile pour ce que Dal Lago appelle la «tautologie de la peur»<sup>14</sup>, i.e. le consensus — donc la cohésion sociale provisoire- contre l'ennemi —à tour de rôle- et donc pour plus de répression, plus de pénalité, plus de ressources pour le «Léviathan postmoderne», plus de sacrifices des libertés et des droits au nom de la sécurité voir de la protection des privilèges réels ou imaginaires des pays dominants<sup>15</sup>. Or, c'est là qu'on peut remarquer comment la police est tiraillée vers des pratiques qui sont inévitablement antithétiques par rapport à son rôle dans le gouvernement de la société. Son hybridation avec le militaire, la poussée vers des modalités violentes aux dépens de la recherche d'équilibre entre «bâton et carotte» (ou entre la force et la médiation pacifique tacite ou explicite y compris avec les criminels), le privilège accordé aux nouvelles technologies avec la perte du savoir faire traditionnel, et encore la priorité pour le feeling avec le business des contrôles postmodernes et les carrières par l'escalation de la répression, voilà les aspects qui semblent être destiné à mettre en crise la police et même à provoquer des conflits entre les soi-disant flics postmodernes et les flics qui pensent plus simplement à adapter la gouvernement du désordre avec modération et par voie pacifique. Probablement, la conjoncture néo-conservatrice est destinée à se clore, mais les séquelles dureront longtemps; c'est aussi assez illusoire qu'on puisse aller vers un retour à un nouveau *new deal*, mais en tout cas il est impossible que les divers types de pouvoirs à l'échelle locale, nationale et mondiale puissent prétendre de gouverner sans la recherche de l'équilibre et donc de la médiation. C'est encore Foucault qui me semble utile pour comprendre cela.

NOTES

- 1 Par ailleurs c'est cette fausse interprétation de l'idéaltype à conduire Trevor-Roper à critiquer les wébériens qui voyaient uniquement la relations entre protestantisme et capitalisme alors que cet historien montre comment la bourgeoisie qui assure le développement du capitalisme en Europe est composée par les élites de toutes sorte de diasporas, donc de toutes origines et religions ou sans religion.
- 2 J'ai abordé la question de la conception de la police dans *Violences policières et violences des pouvoirs en Italie*, in Xavier Crettiez et Laurent Mucchielli, eds, *La violence politique en Europe*, La Découverte, 2009
- 3 Deleuze, *Pourparler*, ed. Minuit, 1990, pp.240-247
- 4 Sur les faitiches voir Bruno Latour, *Petite réflexion sur le culte moderne des dieux faitiches*, Synthélabo groupe, 1996
- 5 Voir E. Heilmann dans *Un mondo di controlli*, n.5/2007 de "conflitti globali" qui cite aussi la littérature sur ces aspects
- 6 Ce coté de Tocqueville reste encore ignoré par le mainstream sociologique français et européen à l'exception de Todorov et plus récemment de Olivier LeCour Grandmaison, *Coloniser, Exterminer— Sur la guerre et l'Etat colonial*, Fayard, 2005
- 7 Voir Dal Lago et Joxe dans le n.1/2005 de la revue "conflitti globali"
- 8 A ce propos, le cas italien risque de passer à l'histoire non seulement pour les affaires de Berlusconi qui est l'homme plus riche du pays, mais en particulier pour ce qui est la prolifération d'affaires qui prouvent l'empiètement du privé sur le public. Parmi d'autres le plus éloquent est le cas des services secrets de Telecom qui arrivaient à asservir partie des services secrets de l'Etat (voir A. Giannuli dans le n.5/2007 de la revue "conflitti globali" et aussi D. Bigo, L. Bonelli, T. Deltombes (dir), *Au nom du 11 Septembre, les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme*, La découverte, Paris, 2008).
- 9 Sur l'«excédent humain» ou l' «humanité en excès», voir Z. Bauman, *Wasted Lives: Modernity and Its Outcasts*, Polity, Cambridge, 2004; F. Rahola dans le n. 1/2005, dans le n.2/2005 et n.4/2006 de la revue «conflittiglobali». C'est là que je pense qu'on est dans une période de transition ... dans le sens que le pouvoir cherche à expérimenter empiriquement des méthodes ou techniques peu spectaculaires ... par exemple la mise en liberté de gens laissés dans la «nature» et dans les faits contraints à s'auto-éliminer ou se faire éliminer. Tout cela n'empêche que le monde est contradictoire ... on aura encore la continuité avec le passé, les bénévoles qui sincèrement vont en prison à porter pitié et quelques choses aux détenus ... une minorité du personnel de la prison qui croit encore dans l'adoucissement des peines ou dans la réinsertion ou la réhabilitation ... tout comme il y aura toujours des flics qui -comme von Juste et Turquet de la Mayenne- pensent que police et sécurité veulent dire assurer la félicité du peuple ...
- 10 Voir Palidda, *Il crime deal italiano*, dans Id., ed., *Razzismo democratico*, Agenzia X, 2009
- 11 M. Maneri, — *Media and the war on immigration*, in Palidda, ed, 2009, pp.66-88
- 12 Sur la coexistence perpétuelle de guerre et paix et sur le renversement de la célèbre formule de Clausewitz et les suggestions de Foucault, voir le n.1/2005 de la revue "conflitti globali" (ivi articles de Dal Lago et de Guareschi).
- 13 J. Simon, *Governing through Crime: How the War on Crime Transformed American Democracy and Created a Culture of Fear*, New York, Oxford University Press, 2007

- 14 Dal Lago, A., *Nonpersons*, Ipoc Di Pietro Conдеми, 2009 (first edition Non-persone. L'esclusione dei migranti in una società globale, Feltrinelli, Milan, 1999)
- 15 Voir Palidda, ed., *Razzismo democratico. La persecuzione degli stranieri in Europa*, Agenzia X, 2009 (avec les contributions de Aebi, Albrecht, Bazzaco, Bosworth, Brandariz García, De Giorgi, Delgrande, Fernández Bessa, Guild, Harcourt, Maccanico, Maneri, Mucchielli, Nevanen, Petti, Sigona, Valluy, Vassallo Paleologo, Vitale)